Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

104-105 | 2006

Anthropologie et Histoire face aux légitimations politiques

Culte des ancêtres royaux et légitimation du pouvoir dans la région de Majunga (nord-ouest de Madagascar)

1822-2004

The Cult of Royal Ancestors and the Legitimation of Power in the Majunga Region (north-west Madagascar), 1822-2004

Marie-Pierre Ballarin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/509>

DOI : 10.4000/jda.509

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2006

Pagination : 191-217

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Marie-Pierre Ballarin, « Culte des ancêtres royaux et légitimation du pouvoir dans la région de Majunga (nord-ouest de Madagascar) », *Journal des anthropologues* [En ligne], 104-105 | 2006, mis en ligne le 25 novembre 2010, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/509> ; DOI : 10.4000/jda.509

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Journal des anthropologues

Culte des ancêtres royaux et légitimation du pouvoir dans la région de Majunga (nord-ouest de Madagascar)

1822-2004

The Cult of Royal Ancestors and the Legitimation of Power in the Majunga Region (north-west Madagascar), 1822-2004

Marie-Pierre Ballarin

- 1 Dans les sociétés sakalava de l'Ouest malgache, le culte des reliques des ancêtres¹ est un système ancien, pratiqué dans un cadre familial, avant la formation des grandes dynasties et la constitution de grandes monarchies au XVIII^e siècle. L'ancêtre royal, par la médiation des reliques qui sont confectionnées à partir d'éléments prélevés sur son corps, tient la même place protectrice que le saint médiéval pour les descendants royaux mais aussi pour l'ensemble des sujets. La protection agraire, originelle, se transforme en légitimation politique du rôle de la dynastie. La croyance aux ancêtres royaux, détenteurs d'une sainteté supérieure, puissants et protecteurs, structure les rapports entre pouvoirs et sujets et hiérarchise les rapports sociaux et familiaux. La mort du roi se déroule dans l'intimité et n'est annoncée que lorsque son successeur est choisi². L'organisme se décompose et disparaît, ne restent que les reliques enchâssées. La représentation de la royauté est maintenue dans les évocations comme si cet événement terrible n'y changeait rien. Cette sorte de dédoublement du corps du roi et le pouvoir opérant des reliques font écho aux conceptions occidentales³. Au XVIII^e siècle, la protection reconnue aux reliques se transforme en légitimation politique du rôle de la dynastie. Désormais, les restes du corps du roi sont conservés dans un reliquaire et jouent un rôle fondamental dans l'exercice du pouvoir.
- 2 L'objectif de cette intervention est de montrer comment le culte des reliques a constitué le référent principal des luttes et des alliances, fondement de la légitimité politique

jusqu'à nos jours. En effet, de la constitution des grandes royautes sakalava au XVIII^e siècle jusqu'à la décolonisation en 1960 et même au-delà, un pôle politique subsiste autour des reliquaires royaux et sera sans cesse redéfini, remodelé en fonction des intérêts de chacun et de l'évolution du contexte historique marqué par les conquêtes merina et française tout au long du XIX^e siècle, par le fait colonial et pris, enfin, dans les logiques indépendantiste et post-coloniale jusqu'à une période très récente. C'est le caractère fondamentalement diachronique et dynamique du principe légitimant, lié à la possession de ces reliquaires, qui sera mis en valeur ici. La région de Majunga et le royaume du Boina, dans le nord-ouest de l'île, nous serviront de cadre.

Les reliquaires royaux du Boina : source de légitimité, source de légitimation

XVIII^e-XIX^e siècles. Grandeur et décadence de la monarchie sakalava du Boina

- 3 Les royautes sakalava se sont édifiées en suivant un tracé migratoire du sud au nord de la côte ouest de Madagascar, ceci du XVII^e à la première moitié du XIX^e siècle⁴. Ce sont des royautes que l'on peut qualifier de sacrées. Le roi est au centre de la construction politique et il est le médiateur principal entre le cosmos et le monde terrestre. D'ascendance divine, il règne par le biais des reliques de ses ancêtres, lesquelles deviennent le symbole du pouvoir monarchique. Au fur et à mesure de la progression des dynasties, celles-ci en pratiquant une série d'alliances avec les chefs locaux, ont absorbé toutes les pratiques religieuses ancestrales (comme la confection de reliques) au profit du personnage royal et ont transformé en culte dynastique ce qui était en fait usage de nature rituelle et symbolique. Cette marginalisation et sacralisation de la lignée royale, expressions de cette situation nouvelle de domination politique, sont particulièrement marquées dans les royaumes du Menabe et du Boina, où l'on trouve un grand rituel dynastique, le bain des reliques, destiné à réactualiser le pouvoir sacré du roi et à légitimer son autorité avec la participation du peuple. Nous avons ici une première modalité de transfert du registre individuel ou familial au registre politique. De ce fait, l'obtention du pouvoir dépend de la possession des reliques royales et de la garde des clefs du *doany*, qui est le lieu sacré dans lequel elles sont conservées. À Majunga, les reliquaires royaux sont connus sous le nom « Andriamisara efa dahy »⁵. Ils représentent donc un enjeu de taille pour tous les régimes qui se sont succédés à la tête de l'île jusqu'à nos jours.
- 4 Deuxième niveau d'intégration plus élevé, l'évolution du culte des reliques dépend de la conjoncture historique et de l'entrée en scène de nouveaux acteurs comme les Merina⁶ en 1820 ou encore les Français à la fin du XIX^e siècle. Garantie de la royauté, le sort des reliques est lié à celui de leur souverain et, lorsque celui-ci faiblit, leur histoire sera marquée par cette absence du pouvoir. Elles ont donc un rôle à jouer lors de la perte de souveraineté consécutive aux conquêtes merina, venue des Hautes Terres de Madagascar vers 1820 avec l'aide anglaise, puis française à la fin du XIX^e siècle. Elles se révèlent être un enjeu fondamental pour le pouvoir et nous pouvons constater une similitude dans les intentions des deux conquérants.

1820-1920. Le choc de l'étranger : conquête merina, conquête française

- 5 Le début du XIX^e siècle est le théâtre des velléités conquérantes des souverains merina. Andrianampoinimerina, puis son fils Radama I^{er}, entament une politique expansionniste avec le concours des Anglais. La prise de Majunga en 1822 par l'armée merina brise la structure de la royauté du Boina. Andriantsoly, héritier direct de la monarchie, entre en lutte ouverte avec Radama I et s'enfuit à Mayotte après avoir échappé au souverain d'Imerina. Sa sœur Ouantiti, avec les principaux membres de la famille royale du Boeni, s'installe, de façon définitive, plus au nord. En investissant le champ sakalava, Radama I vers 1820 provoque une première rupture dans ce système. La conquête merina et la fuite du roi Andriantsoly abandonnant les reliques obligent ses descendants à migrer encore plus vers le nord divisant les segments dynastiques Bemihisatra et Bemazava et développant entre eux un antagonisme profond qui se révélera vivace jusqu'à nos jours (cf. carte en fin d'article). D'autre part, du fait que les autorités merina prennent en gage de soumission les reliques⁸, elles obligent les Sakalava du Boina à recomposer leur rapport aux ancêtres royaux. Le bain des reliques se fera désormais à huis clos dans le *zomba* conservé au fort de Majunga. La réalité du pouvoir échappe aux Sakalava luttant pour la conservation de leur héritage ancestral. Les Merina joueront ce jeu subtil consistant à conserver les reliques leur garantissant une paix précaire tout en tolérant les rites des anciens rois et en y participant. Les reliquaires deviennent, en quelque sorte, les « ancêtres » du roi merina, légitimant son pouvoir sur la terre et les hommes. Les conquérants français ne feront pas autrement.
- 6 Les visées impérialistes et expansionnistes de l'Europe dans la deuxième moitié du XIX^e siècle aboutissent à la conquête de Madagascar par les Français. La côte Ouest devient un lieu de rivalités et de concurrence entre l'Angleterre et la France. Cette dernière cherche à s'attacher définitivement les populations sakalava en contrant les Merina. L'Angleterre reste fidèle elle aux autorités des Hautes Terres. Les futurs colonisateurs comprennent vite l'enjeu que représentent les reliques et nous assistons à un véritable vaudeville dont le trio d'acteurs est composé des Merina, des Français et des Sakalava.
- 7 En 1883, au moment de la première expédition française à Majunga, les reliques du Boina sont à Marovoay, plus à l'est, sous le contrôle des troupes merina. Une lutte âpre est engagée entre Merina et Français pour la possession des reliques, moyen de pression pour la soumission des populations sakalava. À ce moment, les Sakalava sont partagés entre la haine de la royauté merina et l'attitude contradictoire de la France à la fois colonisatrice et protectrice. La question que se posent les Sakalava est celle de l'avantage à être gouvernés par une des deux parties. Gallieni, pour asseoir sa domination, décide de faire appel aux pouvoirs et services des grands lignages royaux. D'une part, la nécessité de s'appuyer sur les descendants des anciens rois apparaît à l'administration coloniale : « À chaque pays, il faudra laisser son roi, c'est le fétiche du peuple »⁹. D'autre part les reliques sont conservées à titre de prévention et de sécurité. On exerce comme un chantage sur elles. Le lieutenant Benevent rapporte vers 1897 :

Les mânes des quatre premiers rois sakalava sont déposés à Majunga. Les indigènes ont pour ces reliques une telle vénération que l'on peut presque affirmer que la possession de ces mânes équivaut à l'assurance de la fidélité de presque tout le pays. Ramasombahaza, gouverneur [merina] général du Boina, connaissait tellement ce fait qu'il se garda bien, en évacuant Majunga avant le bombardement de 1895, d'abandonner ce palladium. Il emporta

avec lui tous les objets de culte sakalava et força la reine du Boina, Ramboatofa, à partir à sa suite, en emmenant ses sujets. Nos troupes n'ont pu retrouver ces reliques qu'à Tananarive ; elles ont été ramenées à Majunga par le général Metzinger à leur emplacement. Elles sont en ce moment gardées par les Sakalava sous la surveillance des autorités locales¹⁰.

- 8 Jusqu'en 1902, les reliques du Boina seront donc conservées « avec raison » par les autorités françaises et seront rendues officiellement aux Sakalava du nord-ouest « en gage d'obéissance et soumission ». « L'effet moral produit par cet évènement est indéniable et il n'est pas douteux que notre prestige sur les indigènes ne s'en trouve considérablement augmenté »¹¹. Une restitution qui se déroule dans le cadre d'une cérémonie officielle et symbolisera la perpétuation de l'héritage royal dans le sillage du nouveau pouvoir colonial. La République française maintient ainsi dans l'Ouest, pendant la période coloniale et jusqu'aux années 1950, un réduit important de sacralité dans un espace relativement étanche contrairement à la politique menée sur les Hautes Terres où elle exile la reine et supprime le rituel royal.
- 9 Pour conclure, le système d'administration merina en pays sakalava a été caractérisé par la volonté des conquérants d'intégrer un certain nombre de traits des populations soumises, tout en imposant sa marque. Sans vouloir gouverner avec l'aide des anciennes autorités royales, bien affaiblies cela dit, il s'est engagé dans une administration indirecte, plutôt souple, et n'a pas hésité à participer aux rites pour accaparer la symbolique royale à son profit. Le pouvoir colonial français se pose, lui, la question de la suppression ou du maintien des autorités traditionnelles. Espérant qu'il pourrait s'appuyer sur ces princes et princesses, qu'il espérait être écoutés et attentifs, le colonisateur déchanté par la suite, lorsqu'il s'aperçoit que le ralliement des populations est plus qu'hypothétique. Face à ces hommes et femmes, illettrés, jugés archaïques, incapables de rentrer dans l'optique colonisatrice et de la servir, l'administrateur réagit en tentant d'interdire les cérémonies ancestrales vers 1920. On sent le dédain de l'administration à l'égard de ces reliques, mais le passé monarchique reste un des pôles principaux de la conscience et de la mémoire des Sakalava de l'Ouest. L'échec de l'administration autochtone, inspirée de l'ancienne organisation, sera d'autant plus flagrant que le culte des reliques sera pris dans la logique nationaliste dès les années 1930. Une autre guerre, celle pour l'indépendance, commence.

1930-1958 : les reliquaires au cœur de l'enjeu indépendantiste

Les années trente : la tentative de destruction du culte d'Andriamisara par le gouverneur Tombo

- 10 Entre 1931 et 1933, l'arrivée d'un gouverneur indigène zélé provoque des perturbations dans les milieux royaux. Ce fonctionnaire, d'origine sakalava, tente d'enrayer le culte des reliques royales et ordonne de détruire tous les *zombalahy*, c'est-à-dire tous les lieux abritant le culte de la région. Nous sommes alors dans le cadre d'une lutte entre les deux branches dynastiques, Bemihisatra et Bemazava, de l'ancien royaume du Boina. Entre 1930 et 1933, les Bemazava et les Bemihisatra s'affrontent ouvertement pour la garde du *doany* de Majunga¹². L'affaire prend une tournure formaliste avec le recours à l'arbitrage de l'autorité coloniale et l'appel à la justice. L'administration est obligée d'intervenir dans un problème qu'elle aurait voulu garder local et strictement religieux. Et elle est d'autant

plus obligée de prendre part, que Ralaimongo, figure symbole du nationalisme, et ses partisans oeuvrent dans la région.

- 11 De février à août 1932, le gouverneur Tombo fait une tournée dans les villages de la région dont l'objectif est d'interdire le culte d'Andriamisara. Ces villages rendent hommage à Andriamisara soit en accueillant directement les objets de culte nécessaires au rituel, soit en envoyant des offrandes précises ou des collectes destinées au *fanompoabe*¹³. L'argumentation de Tombo est simple. Il affirme que les Sakalava se servent des *zomba* comme magasin de dépôt de boissons alcoolisées fabriquées et vendues illicitement. En s'appuyant sur son mandat administratif, il entend enrayer la pratique du culte et menace d'emprisonnement tout Sakalava contrevenant tout arrêté promulgué à cet effet. D'autre part, il invite fortement la population sakalava à embrasser la religion chrétienne. L'affaire passe devant l'administration suite aux plaintes du gardien du *doany*, le *manantany*, des chefs de village et des princes bemazava et bemihisatra réunis. Tous accusent Tombo de vouloir détourner les fonds du *doany* à son profit avec la complicité du fils d'une princesse bemazava, qu'il essaierait de mettre à la tête du *doany*. Effectivement, le *doany* de Majunga représente un enjeu à multiples facettes. D'une part en contrôlant les ressources pour le culte les rois sakalava s'assurent une rente non négligeable. D'autre part en nommant le gardien du *doany*, le *manantany*, ils bénéficient d'une légitimité héritée de l'ancienne royauté du Boina et peuvent se constituer une clientèle politique fidèle.
- 12 Cette tentative de récupération des fonds destinés à Andriamisara n'explique cependant pas l'attitude acharnée de Tombo à détruire tous les *zomba* de la brousse. Il paraît clair qu'il utilise sa légitimité administrative pour tenter d'enrayer un culte perçu comme rétrograde et inconciliable avec l'évolution politique de Madagascar qu'il semble souhaiter moderniste. Il mène de pair une campagne de presse de mars à juin 1933, dans le *Réveil de la Côte Ouest*¹⁴ où, sous le pseudonyme de Dadilahy ou Philos, il signe une série d'articles dénonçant avec virulence le pouvoir des rois et la crédulité de leurs sujets. D'une part, l'ancienne organisation royale est attaquée¹⁵. D'autre part, les Sakalava sont perçus comme des « attardés » et des « obscurantistes » [sic]. Les princes se plaignent, se battent et le gouverneur est déplacé.
- 13 L'épilogue de cette « affaire » est un consensus silencieux qui réunit les rois et l'administration. Le gouverneur Tombo se volatilise, mais l'on voit apparaître avec lui la montée de nouvelles élites, redevables de leur savoir à l'école de la république, hors lignages royaux, qui savent utiliser la voie de la scolarisation et la christianisation et qui souhaitent engager la population sakalava dans la voie de la modernité. D'autre part, les dissensions entre lignages princiers préparent le terrain à l'intervention d'éléments nationalistes qui utilisent ces anciennes structures monarchiques comme canal, mais qui critiquent en même temps leur passéisme. Le déclin des grands lignages sakalava est désormais irréversible.

1946. En route vers l'indépendance

- 14 La fin de la seconde guerre mondiale annonce une nouvelle liberté politique pour les Malgaches. Les réformes politiques concernant les colonies leur permettent d'avoir une représentativité, au moins symbolique, au niveau national. Jusqu'au drame de l'insurrection de 1947, l'espoir naît dans les milieux nationalistes et l'on assiste à la naissance d'une activité politique agitée, exprimée essentiellement par deux partis

politiques, le MDRM dit « parti des Merina » et le PDESM dit « parti des côtes ». L'un incarnant la résistance au colonisateur et l'autre se situant dans son sillage¹⁶. Cette dualité est à l'image de l'opposition abstraite entre ceux que l'on appelle les « Côtiers »¹⁷ et la population des Hautes Terres, regroupés sous la dénomination de « Merina », vision simpliste, vision manichéenne, sans cesse utilisée et manipulée par l'autorité coloniale, mais aussi par les acteurs de la vie politique eux-mêmes. C'est ainsi que l'héritage royal des Sakalava n'échappe pas à ces nouvelles données et fournit matière à l'affrontement entre les deux principales branches dynastiques. Là aussi mais à l'échelle locale ce manichéisme politique est représenté par les dissensions entre des « Bemihisatra-procolonisateurs » et des « Bemazava-nationalistes ». Tous luttent afin de mettre en place à la garde du *doany* et à la tête du culte des reliquaires royaux des notables qui leur seraient favorables sous l'œil attentif et la participation à peine voilée de l'administration coloniale. Et il en est ainsi jusqu'en 1960. Les rivalités et les oppositions internes au *doany* sont le reflet des tensions nationales en cette veille d'indépendance.

- 15 À Majunga, deux conflits surgissent à la veille de l'indépendance. La première affaire se déroule entre les élections récentes de 1946, qui consacrent la victoire du MDRM, minoritaire dans la province de Majunga cependant, et l'insurrection de mars 1947 où le MDRM est dissous et la vie politique malgache mise en veilleuse.
- 16 En 1935, le *manantany*, gardien du culte, est désigné par la branche Bemazava à la suite d'un accord entre les deux parties. En mars 1947, des membres du MDRM, attirés par les origines merina de certains princes bemihisatra de la région, tentent de répudier les officiants en place sous le prétexte d'une mauvaise gestion du *doany* pour mettre des hommes ralliés à leur cause. Le MDRM entre en campagne sur le mode religieux et investit l'espace rituel sakalava. En 1948, Solondrazana est nommé à la tête du *doany* par la branche bemihisatra, nomination avalisée par l'administration. C'est la victoire des princes soutenus par l'administration, qu'ils soient bemazava ou bemihisatra. Désormais deux clans s'affrontent ; l'un « pro MDRM » regroupant les princes bemihisatra du Boina et l'autre « profrançais » réunissant des princes des deux branches dynastiques. Cela dit, d'une façon générale, l'opposition politique se double d'une opposition ethnique à l'échelle nationale divisant l'Imerina « rouge » et la côte sakalava fidèle. C'est pourquoi l'ascendance merina de certains princes bemihisatra, dont l'origine se trouve dans la conquête de Radama I au XIX^e siècle, est un argument utilisé par le colonisateur pour justifier leur dissidence, et montrer en contrepartie que l'ensemble des princes de la région fait front commun face au MDRM. Soulignons de plus que la première phase d'implantation du PADESM a été marquée par l'adhésion massive des rois sakalava. Dans leur grande majorité, les héritiers des royautes sakalava ont fait bloc en faveur de l'autorité coloniale¹⁸. Cependant il faut éviter une analyse trop ethnicisante, et nous cernerons cela avec plus de précision lors des élections de 1952.
- 17 La trame structurelle de ces événements reste la rivalité entre les deux branches de l'aristocratie sakalava et le contrôle du culte des reliques, plus ou moins revivifiée selon les circonstances. Les différentes alliances qu'elles nouent n'ont pour but que d'exprimer leur conflit, puisqu'elles sont prises à partie dans des oppositions permanentes : Merina/Côtiers, MDRM/PADESM. C'est donc un problème politique que l'on veut ethnique (opposition Merina/Côtiers) se superposant à une opposition dynastique traditionnelle. Vers 1952, le réveil progressif de la vie politique malgache à l'occasion de nouvelles élections provoque de nouveaux remous au *doany* de Majunga. Le conflit se durcit avec les

mêmes acteurs, les mêmes oppositions sous des formes différentes, prend une tournure nouvelle, moderne, et augure quarante ans de procès.

1951-1958 : genèse d'un procès à Majunga

- 18 Les élections législatives du 17 juin 1951 puis les élections provinciales et sénatoriales de mars 1952 marquent la défaite des nationalistes, déjà très affaiblis par le drame de 1947. Le conflit qui resurgit entre les deux dynasties, juste après les élections, arbitré par l'administration qui poursuit sa chasse aux sorcières, illustre la béance du pouvoir monarchique dans le Boina et indique la désintégration de la société traditionnelle. L'opposition entre les partis politiques cède ici le pas au conflit lignager Bemihisatra/Bemazava.
- 19 En fait, l'affaire commence dès 1951, moment où la princesse bemazava Horavaka, demande à l'administration d'être reconnue princesse régnante à Majunga. D'autre part, le *manantany* Solondrazana, proche de la branche bemihisatra, est la cible de toute l'agressivité de l'administration française. Nommé en 1948, il est accusé de détourner à son profit les fonds destinés au culte d'Andriamisara, thème récurrent et détonateur au *doany*, nous l'avons vu. Il est destitué en 1952 et rejoint le camp bemazava. Ce qui se passe à ce moment précis augure avec une similitude déconcertante le procès qui débute en 1957. De toutes parts éclatent oppositions et contestations. La structure de la société sakalava est ébranlée. Et de la même façon que l'aristocratie sakalava se déchire, les grands lignages entrent en compétition et manifestent des velléités d'indépendance vis-à-vis du pouvoir royal. Les Sakalava sont obligés d'accueillir dans leur sein des membres nouveaux, d'origines diverses, notamment des Tsimihety, venus du nord. On note, en effet, à la fin des années 1940, une migration de plus en plus forte de la population tsimihety dans tous les districts de la province de Majunga. La réputation de souplesse et d'audace des Tsimihety les fait bénéficier des bonnes grâces de l'administration française qui les pousse dans la voie vers l'accession à l'indépendance. Une alliance se crée entre les deux groupes, à l'image de celle qui se réalise sur le plan politique à l'échelle nationale. Les Sakalava, les Tsimihety et les Betsimisaraka de l'Est forment la grande majorité des membres du PADESM du nord, et composeront l'élite côtière qui parvient au pouvoir en 1960. « *L'avenir ne peut qu'appartenir à l'un des leurs* » (Randriamaro, op. cit. : 304).
- 20 Depuis 1952, avec la réforme judiciaire, le recours à la justice est possible, et Horavaka, par l'intermédiaire de ses conseillers, s'adresse à Me Laforest¹⁹. Pour l'administrateur Henrion, l'avocat veut donner un caractère juridique à une affaire qui est politique : « *Son intervention en l'occurrence ne se justifie pas et trouvera difficilement une base légale s'il persiste à vouloir porter l'affaire devant les tribunaux* »²⁰. Au début de l'année 1956, J. J. Nataï²¹, une des figures marquantes du futur PSD, promet les clefs du *doany* aux partisans des Bemazava s'ils votent « oui » à la loi-cadre Defferre. Fin 1956, avec le renouveau de la vie politique, la création des partis, et la perspective des élections aux assemblées provinciales, l'intervention des hommes politiques se fait plus ferme, plus insistante. Me Laforest, avocat de la partie bemazava, est aux côtés de J. J. Nataï et du PSD au moment des élections aux assemblées provinciales de 1957 et sera élu à la Commission des finances. Les Bemihisatra qui vont perdre la garde du *doany* font appel à Me Lassalle et Vahoaka, reine des Bemihisatra, porte plainte contre « inconnus pour vol et violation de domicile avec constitution de partie civile » au tribunal de première instance de Majunga

à la suite de la réinstallation officieuse de Solondrazana à la tête du doany. L'affaire prend donc une tournure judiciaire et se concentre sur la détention dite illégitime des clefs par le gardien des lieux. En août 1957, le « ... *fanompoana sakalava, prévu pour le mois de septembre, [a] peu de chances de succès en raison de l'abstention de la princesse Vahoaka. L'affaire est d'ailleurs au tribunal introduite par Me Lassalle pour le compte de la princesse Vahoaka* »²². En septembre, la princesse bemazava Horavaka décède. Le conflit autour de la possession des reliquaires prend une dimension publique, théâtrale, lors de l'interminable procès qui débute à ce moment.

L'épilogue juridique : 1958-2004

Le procès autour des reliquaires royaux, miroir d'un naufrage ?

- 21 Ceci conduit en 1958 à l'incendie du *doany*, à peine mentionné dans les journaux et resté impuni, et au vol des reliques provoquant la scission du culte. L'affaire, portée en justice par les Bemihisatra forts de l'appui français, déchire le peuple sakalava et aboutit à la construction d'un deuxième *doany*, rival, symbole de la division entre les deux dynasties. Les dirigeants de la Première République ne trancheront pas officiellement sur la question, au grand dam des deux parties. Enfin, de 1972 à 1995, nouvelle instance, nouveaux acteurs dans le cadre du changement de régime politique détournant la querelle sur les reliquaires. En 1973, le gouvernement Ramanantsoa déplace de force deux des reliques au profit des Bemihisatra et en 1979, début de l'ère Ratsiraka, le *doany* Bemazava est détruit. Après dix-huit années de vide juridique, les droits au *doany* sont consentis en 1994 par la Cour de cassation à la partie Bemazava. À l'heure actuelle, celle-ci n'est toujours pas en possession des reliques. À chaque phase du procès correspondra un déplacement de l'objet et apparaîtra un niveau d'opposition conduisant la société sakalava et ses princes vers une désacralisation et du *doany* et de la personnalité royale. Le procès a fait l'objet d'une autre publication en 2003 et j'y renvoie le lecteur pour en connaître les détails²³. Je reprendrai ici la dernière phase du litige qui permet de saisir à quel niveau d'absurdité la quête de légitimité politique cristallisée autour de la possession des reliquaires nous mène.
- 22 En 1972, moment clé de la chute du gouvernement Tsiranana et de la Première République, la partie Bemihisatra fait donc appel au nouveau pouvoir en place pour faire exécuter un jugement datant du 14 mai 1964 ordonnant la restitution des reliquaires dans leur camp. Comme le prince bemazava, Moanjy, détenteur des clés du lieu dans lequel sont censés se trouver les reliquaires est absent, on force la porte du *zomba*, le coffre, et l'armoire contenant les reliquaires et les autres objets royaux. Seuls deux d'entre eux, en argent, contenant des reliques sont retrouvés. Ils seront transférés au *doany* sud de force le 8 janvier 1973. Deux autres reliquaires, en or, sont présents mais vides. À son retour Moanjy assigne le prince Randrianirina Désiré en justice afin qu'il restitue les deux reliquaires pris au *doany* bemazava. Il affirme qu'il ne s'agit pas de ceux qui sont recherchés depuis 1961. Ceci sera la base de la nouvelle instance qui se terminera en cassation en 1994. S'en suit une multiplication de jugements rendus et de décisions prises complètement surréalistes et inopérants.
- 23 Le jugement rendu par la suite le 12 juin 1973 par le tribunal de première instance de Majunga dissociera les reliquaires (*mitahy*) des reliques. Il ordonne la restitution des reliques à la partie bemazava et des *mitahy* aux Bemihisatra. Jugement absurde, allant

toujours plus loin dans le processus de désacralisation, qui provoque la colère des protagonistes et celle de leurs avocats. Les deux parties font appel. Le 6 mars 1974, l'arrêt civil avant-dire-droit de la cour d'appel infirme le jugement et ordonne une expertise des reliquaires (*mitahy*) requise par Me Ducaud, avocat des Bemihisatra. Il renvoie l'affaire et les parties après l'expertise. Celle-ci n'aura pas lieu. Pendant deux ans, plusieurs tentatives d'exécution échoueront du fait du refus du prince bemihisatra, Désiré, invoquant le caractère tabou des jours choisis et le risque de troubles que provoquerait cette manipulation. Ce qui conduit inévitablement à l'arrêt civil contradictoire de la cour d'appel de Madagascar du 15 septembre 1976, ordonnant à Désiré, vu son rejet de l'expertise et le manque de preuves sur son droit de propriété des *mitahy*, de les restituer à la partie bemazava. Il fait appel en cassation, appel qui restera en suspend jusqu'en 1994, du fait de la nouvelle donne politique.

- 24 En 1975, D. Ratsiraka arrive au pouvoir²⁴ et le 10 octobre 1978 le *doany* bemazava est déclaré inexistant, n'abritant pas de reliques royales et, de ce fait, les activités menées dans son cadre sont considérées comme illégitimes. Les autorités provinciales ordonnent sa suppression. Le *doany* est détruit²⁵. En 1992, A. Zafy, futur président de la Troisième République, invite les partisans des Bemazava à voter en faveur du référendum destiné à approuver la nouvelle constitution. En 1994, la Cour suprême rejette le pourvoi en cassation du prince Désiré au terme de dix-huit ans de procès. L'exécution de la décision n'a pas eu lieu. En 1995, la cour d'appel de Tananarive a invité les parties ayant eu gain de cause à porter plainte contre leurs adversaires pour « refus d'exécution d'une décision judiciaire » devant le procureur de la République du tribunal de première instance de Majunga. Comme le fait remarquer Me Ducaud, les décisions de justice sont passées comme du vent. Aujourd'hui, nous en sommes à la solution du fait accompli²⁶.
- 25 En 1997, le prince Désiré a fait transformer le lieu où sont conservés les reliquaires en maison de pierre et a convié les autorités nationales le 21 juillet à l'inauguration. Inauguration qui s'est déroulée le jour du grand rituel, signe d'une volonté de fortifier son emprise sur le *doany*. En 2004, nouvelle tentative d'application du jugement de 1994 suite au dernier *fanompoa* et nouvel échec²⁷. La presse s'en est fait écho et a repris les principales étapes de la bataille juridique évoquée auparavant. En juillet 2004, la partie bemazava estime que :

Les reliquaires doivent être sorties de leur doany. Elles nous appartiennent. Faute de recours, on a été obligé d'aller en justice. Cela a pris vingt ans, puis on s'est refusé pendant dix ans à faire appliquer une décision de justice prononcée en notre faveur. La question des reliques est une affaire délicate. Les autorités centrales et provinciales ont toujours repoussé l'exécution de l'arrêt rendu par la Cour suprême en 1994 qui enjoint de rendre les reliques au Doany nord. Pierre Tsiranana, nommé PDS à l'avènement de Marc Ravalomanana n'a pas osé. L'actuel PDS, le colonel de gendarmerie Toto Vincent, s'est engagé solennellement en 2003, acte d'huissier faisant foi, mais a reculé devant l'échéance de l'après « fitampoha » ou le bain des reliques, le rite majeur du culte, en juillet 2003²⁸.

- 26 Rien n'a pu se faire le 2 août 2004, date à laquelle la translation devait se dérouler :

Les reliques des « Andriamisara efa dahy », qui étaient prévues quitter hier le « doany sud », site sacré de garde, pour rejoindre le « doany nord », n'ont pas bougé d'un iota. Les deux parties belligérantes campent sur leurs positions, empêchant le transfert selon un arrêt de la Cour suprême. La tension a monté d'un cran hier dans la capitale du Boina. Le transfert des reliques royales des « Andriamisara efa dahy » du « doany sud » au « doany nord » n'a pu avoir lieu comme prévu. Dans la matinée, une délégation du « doany nord » est venue au « doany sud » pour enlever, conformément à un arrêt de la Cour suprême, les reliques. Mais le « front » du Sud s'y est opposé, sans que des affrontements aient cependant eu lieu. Une

tentative avortée, par ailleurs, du fait de l'absence remarquée du prince Dezy, le « Ampanjakabe », sur les lieux, qui, selon les indiscrétions, serait parti à Ambato-Boeny. Un haut dignitaire de la famille royale du « doany nord » a déclaré que ce transfert est attendu par sa partie depuis longtemps, et que le temps est venu pour les restituer à qui de droit. Il a appuyé la décision du transfert par le fait que les reliques ne doivent pas être entreposées dans un site, celui du Sud, qui fut (en 1956) la proie d'un incendie. Et qu'elles ne peuvent pas faire bon ménage avec les tombeaux présents aux alentours. Une réunion d'urgence a été organisée dans l'après-midi entre les belligérants à la Préfecture de région de Mahajanga, mais elle n'a abouti à aucun consensus. On attend dans les jours qui viennent la suite des événements » [sic]²⁹.

- 27 Un an après, il n'y a pas eu d'évolution dans cette recherche sans fin d'une légitimité fondée sur la possession des reliquaires royaux du Boina.

Le crépuscule des dieux ?

- 28 Les politiciens de l'indépendance ne pourront pas plus détruire les cultes ancestraux que n'a pu le faire l'administration coloniale obligée de composer avec la symbolique royale. En 1960, si les rituels ont survécu à la colonisation, ils ont perdu leur sens originel de légitimation du souverain régnant, sans perdre pour autant leur fonction légitimante. La mutation s'est réalisée au profit de forces sociopolitiques nouvelles : soit au bénéfice de groupes d'anciens dépendants, de lignages cadets au niveau local ou de migrants, soit à l'échelle nationale. Ainsi, les anciennes structures sociales ont éclaté et dressé les segments dynastiques entre eux, esclaves contre rois, lignages contre lignages. Ces détenteurs du pouvoir local ont été en même temps sollicités par les agents régionaux du pouvoir centralisateur et continuent de l'être aujourd'hui. C'est la lutte pour le pouvoir qui se reflète dans ces pratiques au niveau local, régional ou national selon les acteurs du combat. À chaque catégorie correspond un niveau d'opposition.
- 29 Le procès et la décision juridique, impossible à prendre, institutionnalisent le fait que le culte n'a plus d'efficacité dans les rapports de pouvoir internes aux dynasties. Les reliques ne régissent donc plus du pouvoir, mais commandent encore l'échelle des statuts sociaux et conservent leur pouvoir légitimant. Ce qui empêche de trouver une solution au sein des structures sociales anciennes, comme nous pourrions le constater pour d'autres conflits, c'est bien aussi l'affichage des différends entre les princes du Boina, prenant parfois un tour scandaleux et contribuant à les discréditer auprès de la population. La reprise forcée des reliquaires par le prince Désiré au moment de la chute du gouvernement de Tsiranana sera annoncée dans les journaux et la radio. La destruction du *doany bemazava* rival accentue le processus de désacralisation. Actuellement, les affrontements auxquels se livrent les partisans des Bemazava et des Bemihisatra sont vus d'un mauvais œil par la population, qui ne se sent plus concernée par ces querelles. Le consensus social ne peut plus se faire à partir des démêlés de succession d'une seule lignée. En outre, l'ambiguïté des rôles des politiques depuis l'indépendance, exploitant cet état des choses, intervenant sans pour autant s'engager, concourt à la longévité du procès. « *Les représentants de l'appareil d'État sont fréquemment d'accord avec les autres acteurs pour ne pas faire appliquer, ou pour appliquer de façon très partielle les lois qu'ils ont pour mission de faire respecter* » (Mathieu, 1990 : 80)³⁰. Comme si ce procès, dans ses formes actuelles, était lié structurellement à l'évolution de la royauté du Boina dont nous suivons la destinée depuis le XVIII^e siècle et globalement aux péripéties de l'État malgache jusqu'à nos jours. En utilisant, d'une part la voie judiciaire et l'administration, et d'autre part, en résistant aux décisions juridiques et

en défiant le pouvoir, la justice s'offre aux princes sakalava, en tant que moyen pouvant servir à une cause, mais qui n'est pas une fin en soi.

- 30 Cependant, la référence aux ancêtres royaux continue d'être un principe opérant dans les tournants essentiels de l'histoire politique de la côte Ouest, sans cesse instrumentalisée par les différentes formes de pouvoir qui se sont succédées. Entre la conquête merina vers 1820, en passant par la colonisation française en 1896, et l'avènement de l'indépendance en 1960, le culte des reliques a été remodelé en fonction des intérêts du moment. D'autre part, le processus de formalisation de toute la vie traditionnelle, né de la colonisation, a perturbé l'organisation politique ancienne et a provoqué des changements dans la structure même de la royauté et de ses rituels. L'organisation du *doany* est bouleversée et contestée en son sein, mais dans le même temps, le culte d'Andriamisara reste la manifestation du rejet de la modernisation du pouvoir. « Le roi paraît nu, le culte atteint dans sa crédibilité. En fait, il n'en est rien... » (Raison-Jourde, 2000 : 8-13). Cette double donnée a provoqué une crise identitaire. Et c'est sur le plan du sacré que la réaction se fait car les anciennes catégories de pouvoir se retrouvent dans l'impossibilité, tant économique qu'idéologique, d'épouser le nouveau système. La recrudescence des cultes de possession liée aux ancêtres royaux sakalava, les *tromba*, à l'indépendance comme aujourd'hui, permet aux acteurs sociaux, de s'exprimer sur le plan symbolique : « ...la tradition manipulée devient le moyen de donner un sens aux réalités nouvelles, ou d'exprimer une revendication en marquant une dissidence à l'égard des responsables modernistes » (Balandier, 1995 : 204). Gérard Althabe, dans ses travaux sur la possession chez les Betsimisaraka de la côte est, a montré combien le phénomène de possession, *tromba* a représenté la manifestation d'un rejet du pouvoir malgache post-colonial³¹. Dans l'Ouest, la possession, partie prenante du culte des reliques, a été intégrée au pouvoir dès le XVIII^e siècle. Nous disposons malheureusement de peu d'archives concernant ses manifestations avant l'indépendance, la voix des possédés, pesant très fortement dans l'orientation politique du culte, a disparu mais plusieurs anthropologues ont réalisé de nombreuses enquêtes dans l'Ouest constituant ainsi un corpus et un outil de compréhension essentiels pour les enjeux sociopolitiques contemporains³².

- 31 L'actuelle émergence de nouveaux sanctuaires, de nouvelles cérémonies représente-t-elle la montée de préoccupations identitaires et, dans le même temps, la cristallisation d'enjeux de pouvoir locaux ? En effet, le constat de crépuscule des grandes entités monarchiques n'exclut pas la recrudescence du culte de certains des ancêtres les plus illustres comme Andriamisara, référence principale dans l'Ouest mais aussi dans le reste de l'île, et sans cesse le siège d'une réinvention permanente. La fiction d'une continuité avec le passé est ainsi entretenue, mais l'enjeu est bien la construction du politique contemporain. Ce sont des réponses à des conjonctures nouvelles prenant la forme d'anciennes situations à l'instar des analyses de Hobsbawm et Ranger³³. Toutes les phases des différentes procédures décrites ici ont été ponctuées de ces contradictions et ambiguïtés. Comment comprendre sinon cette idée que la « fonction légitimante » ou la « capacité » des rituels perdure au-delà de la perte de pouvoir des souverains régnants et au sein même de l'État laïque ?

Conclusion

- 32 L'efficacité de la symbolique royale sakalava est sans doute un exemple type de l'omniprésence du rapport aux ancêtres dans la vie des populations de l'ouest de

Madagascar. Le culte des rois sakalava qui trouve son fondement dans l'histoire ancienne de la côte ouest est, jusqu'à nos jours, le lieu où se sont joués de multiples rivalités impliquant soit l'organisation interne des royaumes sakalava, soit l'immixtion d'un pouvoir étranger ou de populations migrantes dans sa destinée. Il faut donc replacer l'analyse du culte des ancêtres royaux sakalava et ses transformations dans ce contexte sociopolitique et chercher en quoi il exprime le rapport dialectique, sur le mode symbolique, entre les tenants du pouvoir et la société qui les entourent. Il représente manifestement un enjeu vers lequel convergent des ambitions, des attentes et parfois les craintes de la société environnante.

- 33 Dans chaque phase de l'histoire des reliquaires royaux du Boina, l'intervention des gouvernants peut être utile, mais n'est acceptée que par visée tactique. De même que pour les différentes formes de pouvoirs qui se sont succédées, l'incursion dans des querelles locales autour des reliquaires royaux est un principe légitimant dans le moment. Nous ne sommes pas dans un rapport à sens unique où la lutte servirait la cause d'un seul. Pour les princes, avoir les reliques, c'est avoir le prestige et la reconnaissance. Ils font donc appel à l'État pour cela, mais ils ne s'inclinent pas devant la loi (refus absolu de rendre les reliques de part et d'autre). Pour l'État prendre part, est un moyen de gagner du pouvoir, mais il ne s'engage pas pour autant une fois qu'il l'a obtenu.
- 34 Ce qui fait du système des reliques une structure étonnamment malléable, jamais figée, pouvant servir les intérêts de chacun selon les situations. Ces permutations se font dans la douleur et dans le paradoxe. L'élasticité des oppositions, anciennes et nouvelles, qui surgissent ou resurgissent selon la conjoncture, prouve que les héritiers des monarchies du Boina ne sont plus en mesure de dominer les situations aujourd'hui. À chaque bouleversement politique, ils sont obligés eux-mêmes au changement et en subissent les répercussions. Le rapport au sacré reste un enjeu essentiel aujourd'hui et la mise en perspective historique des usages politiques de ces cultes, de leur origine au mouvement de construction des identités nationales, permet de s'interroger sur leur sens et leurs usages contemporains.

BIBLIOGRAPHIE

Archives consultées

Archives nationales section Outre-mer, ANSOM, Aix-en-Provence.

Archives de la marine, Lorient.

Archives de l'armée de terre, Vincennes.

Archives du gouvernement malgache, Antananarivo.

Archives juridiques, dossier privé recueilli à l'étude de M^e Ducaud, 1996, Majunga.

Ouvrages

ALTHABE G., 1982. *Oppression et libération dans l'imaginaire*. François Maspero.

- AMSELLE J. L., M'BOKOLO E. (dir.), 1985. *Au cœur de l'ethnie*. Paris, Maspero.
- BALANDIER G., 1995 [1967]. *Anthropologie politique*. Paris, Quadrige / PUF.
- BALLARIN M. P., 2000. *Les reliques royales à Madagascar. Source de légitimation et enjeu de pouvoir (XVIII^e-XX^e)*. Paris, Karthala.
- BALLARIN M. P., 2003. « Les reliques des rois de l'Ouest malgache. Histoire d'un procès (1957-1997) », *Droit et Cultures*, 46, 2003/2 : 97-115.
- BARÉ J. F., 1980. *Sable rouge : une monarchie du Nord-Ouest malgache dans l'histoire*. Paris, L'Harmattan.
- BAYARD J. F. (dir.), 1993. *Religion et modernité politique en Afrique noire*. Paris, Karthala (coll. *Les Afriques*).
- BOUREAU A., 1988. *Le simple corps du roi. L'impossible sacralité des souverains français. XVe-XVIII^e siècle*. Paris, Les Éditions de Paris.
- CHAZAN-GILLIG S., 1991. *La société sakalava*. Paris, Karthala.
- CHAZAN-GILLIG S., 2005. « La démarche anthropologique de Gérard Althabe. À propos d' *Anthropologie politique d'une décolonisation* », *Journal des anthropologues*, 102-103 : 137-160.
- COLLECTIF, 1996. « Les usages de la tradition », *Enquête. Anthropologie, histoire, sociologie*, 2. Marseille, Éditions Parenthèses.
- CHRETIEN J. P., PRUNIER G. (dir.), 1989. *Les ethnies ont une histoire*. Paris, Karthala.
- DOZON J.-P., 2005. « Une anthropologie très actuelle des rapports et des médiations », *Journal des anthropologues*, 102-103 : 177-187.
- DUBOURDIEU L., 1987. « Le culte du miroir dans la basse Betsiboka. Son rôle dans la compétition foncière », *Recherches pour le développement, série Sciences de l'Homme et de la Société*, 4 : 53-112. Tananarive, ministère de la Recherche Scientifique et Technique pour le Développement.
- FEELEY-KARNICK G., 1991. *A Green Estate. Restoring Independance of Madagascar*. Washington and London, Smithsonian.
- HESSELING G., LE ROY E., 1990. « Avant-propos », *Politique africaine*, 40 : 2-11.
- HOBBSBAWM E., RANGER T., 1983. *The Invention of Tradition*. Cambridge, Cambridge University Press.
- KANTOROWICZ E., 1989 [1957]. *Les deux corps du roi*. Paris, Gallimard.
- LOMBARD J., 1988. *Le royaume sakalava du Menabe. Essai d'analyse d'un système politique à Madagascar du XVII^e au XX^e siècle*. Paris, ORSTOM (collection Travaux et Documents, 214).
- LOMBARD J., 2005. « *Ny olona ho hoatra ny vato lava sorona, ka isay amefrahana azy marina avokoa* », *Journal des anthropologues*, 102-103 : 227-239.
- MANIRY S., 2004. « Pleins feux sur le 2 août », *L'Express de Madagascar* (3.08.04).
- MARY A., 1996. « Les usages de la tradition », *Enquête. Anthropologie, histoire, sociologie*, 2.
- MATHIEU P., 1990. « Usages de la loi et pratiques foncières dans les aménagements irrigués », *Politique africaine*, 40 : 72-81.
- MOREAU DE BELLAING L., 2005. « Domination, servitude et révolte », *Journal des anthropologues*, 102-103 : 161-175.
- RAISON F., 1991. *Bible et pouvoir à Madagascar au XIX^e siècle*. Paris, Karthala.

- RAISON-JOURDE F., 2000. « Préface » in BALLARIN M. P., *Les reliques royales à Madagascar. Source de légitimation et enjeu de pouvoir (XVIII^e-XX^e)*. Paris, Karthala : 8-13.
- RAISON-JOURDE F., RAISON J.-P. (dir.), 2002. *Politique Africaine* (numéro consacré à la crise malgache), juin 2002-86 : 5-170.
- RAKOTO A., 1947-1948. « Le culte d'Andriamisara », *Bulletin de l'Académie malgache*, t. 28 : 108-114.
- RAMAMONJISOA S., 1976. « Questions sur Andriamisara : un exemple de critique historique à propos de traditions culturelles influencées par l'islam bantouisé à Madagascar ». *Omalysy Anio*, 3-4 : 251-266.
- RAMAMONJISOA S., 2005. « Althabe et Madagascar. La réflexion sur le pouvoir », *Journal des anthropologues*, 102-103 : 97-135.
- RANDRIAMARO J. R., 1997. *PADESM et luttes politiques à Madagascar. De la fin de la deuxième guerre mondiale à la naissance du PSD*. Paris, Karthala.
- RANDRIANJA S., 1997. *Le parti communiste de la région de Madagascar (1930-1939)*. Antananarivo, Foi et Justice.
- REYNTJENS F., 1990. « Le gacaca ou la justice du gazon au Rwanda », *Politique africaine*, 40 : 31-41.
- SOT M., 1988. « Hérité royale et pouvoir sacré avant 987 », *Annales ESC*, 3 : 705-733.
- SHARP L., 1996. *The Possessed and the Dispossessed*. Berkeley, University of California Press.
- TARDITS C., 1990. « Le pouvoir sacré en Afrique : que disent les textes ? », *Systèmes de pensée en Afrique noire*, 10 : 35-48.

ANNEXES

Le royaume Sakalava du Menabe. Essai d'analyse d'un système politique à Madagascar du XVII^e au X^e siècle

Source: in Lombard J., 1988. Paris, ORSTOM.

NOTES

1. Il s'agit des restes du corps du roi, extraits à la mort de celui-ci (des cheveux, une dent, un ongle, un fragment du frontal, la première vertèbre cervicale), conservés dans un petit reliquaire et qui jouent un rôle fondamental dans l'exercice du pouvoir. La conservation des reliques royales et le culte qui leur est rendu, par le biais du rituel du bain des reliques, est un système que l'on retrouve du sud au nord de la côte ouest malgache. Les reliques sont conservées dans une petite maison en bois, le *zomba*, elle-même située dans un enclos sacré, le *doany*.
2. Comme dans beaucoup de pays d'Afrique, le roi ne meurt jamais. D'autre part, le souverain mort perd son nom d'individu pour prendre un nom sous lequel il sera ancestralisé, et gagne ainsi sa place dans une lignée matérialisée par les reliques royales. Ceci est très visible dans le Menabe.
3. Kantorowicz E. (1989). Cf. également Boureau A. (1988) ; Sot M. (1988) ; Tardits C. (1990 : 35-48).
4. Nous avons ainsi, du sud au nord de la côte ouest, les monarchies du Fiherena, du Menabe, du Boina et du Nord-Ouest. C'est un processus engendré par des conflits de pouvoir entre héritiers à l'intérieur du groupe royal (Maroseraña) qui sont résolus par le départ des cadets évincés vers de nouveaux espaces à conquérir. Cf. carte en fin d'article.
5. « Les quatre Andriamisara » du nom du devin et conseiller politique Andriamisara, frère de roi dans le Menabe, dont le fondateur du royaume du Boina a emporté des restes corporels pour légitimer son pouvoir sur ce nouveau territoire.

6. Nom des habitants de la partie centrale des Hautes Terres de Madagascar. Organisés à partir du XVI^e siècle en royaume, ils entreprennent la conquête de l'île avec l'aide des Anglais à partir des années 1810.
7. Souverain des populations merina entre 1810 et 1828.
8. En 1824, Andriantsoly fuit devant les forces merina et s'exile à Mayotte. Il confie les reliques à sa tante Andramifefiarivo lui ordonnant de se réfugier à Katsepe de l'autre côté du fleuve Betsiboka. Radama comprend l'importance des reliques et pénètre dans Katsepe. Il s'empare des reliques, et emprisonne Andramifefiarivo. Une fois la victoire assurée, les reliques sont ramenées à Majunga, sous la surveillance des soldats merina. Rakoto, à ce propos, rapporte : « et comme on croyait que la possession des quatre Andriamosara donnerait la victoire à leur détenteur, il fut décidé désormais que le bain royal se ferait à huis clos dans le *zomba*, car ces longues processions pourraient être mises à profit, soit par les Sakalava, soit par les hova (groupe des hommes libres sur les Hautes Terres de Madagascar). L'eau de mer fut par la suite remplacée par une mixture composée de miel, d'huile de ricin et d'eau » (1947-1948 : 108-114).
9. Archives nationales section d'Outre-mer (ANSOM), Aix-en-Provence, 2D171. Rapport politique, Cercle de Morondava, Samat (1896).
10. Archive de l'armée de terre, Vincennes, 8H27. Province de Majunga, Résidence de Majunga, 15 octobre 1897. Rapport de mission de l'interprète Benevent dans l'Ambongo et le Milanja.
11. *Journal Officiel de Madagascar et Dépendances*, 15/10/1902.
12. Le *doany*, rappelons-le, est l'enclos sacré dans lequel est conservée la petite construction en forme de maison qui abrite les reliquaires dans la ville de Majunga.
13. Des villages comme Ambalia sont destinés à accueillir les tambours royaux et les bœufs d'Andriamisara qui serviront au moment du *fanompoabe*, d'autres comme Ambalakida fournissent le *gorago* (offrandes en miel).
14. Journal d'obédience gauchisante et nationaliste, paru de 1932 à 1934, s'inscrivant dans la lignée de la croissance de la presse malgache sous l'influence de Ralaimongo.
15. ANSOM PM533. Jeudi 23.03.33, 2^e année, n° 33 : « La question sakalava » sous la rubrique « Le coin des indigènes ». Signé Dadilahy.
16. Sur le PADESM, cf. J.R. Randriamaro (1997). Sur le MDRM cf. S. Randrianja (1997).
17. Le terme de « Côtiers », très discuté et très discutable, est apparu sous la colonisation et est utilisé jusqu'à aujourd'hui de manière plus ou moins opportuniste selon les conjonctures politiques.
18. Randriamaro J.R., (*op. cit.* : 96) d'après ANSOM. Affaires politiques. 3272d2, rapport du haut-commissaire De Coppet 11 décembre 1946. 30 000 Sakalava auraient adhéré au PADESM. Cela dit, il faut souligner que la province de Majunga s'étend jusqu'à Diego-Suarez et englobe toutes les royautes du Nord-ouest majoritairement proches de l'administration et ayant adhéré en masse au PADSM.
19. En matière civile, la réforme judiciaire de 1952, applicable au 1^{er} janvier, conserve la dualité juridique (autochtone et française) à la différence que tous peuvent accéder désormais à la justice française et aux magistrats professionnels selon les degrés de juridiction, et se soustraire ainsi à la justice de l'administrateur.
20. ANSOM PM652. Majunga, 7 juillet 1952, n° 641apcf. Chef de la province de Majunga, Henrion, au haut-commissaire de la République française à Madagascar et dépendances.
21. J.J. Nataï sera une des figures politiques importantes du PSD à Majunga jusqu'en 1970 environ. Le PSD, Parti social démocrate, a été fondé en 1956 par P. Tsiranana. La caractéristique du PSD sera celle d'un grand parti dominant, noyant tous les rouages de l'administration, et se développant autour de la personnalité de P. Tsiranana, futur président de la Première République malgache.
22. ANSOM PM691. Rapport politique et militaire, août 1957.
23. M. P. Ballarin (2003).

24. Inaugurant un régime dit socialiste, le « centralisme démocratique », D. Ratsiraka instaure un pouvoir autoritaire et prédateur. La détérioration économique et sociale, les atteintes aux libertés individuelles engendrent sa chute en 1991, et provoquent l'arrivée au pouvoir en 1992 d'Albert Zafy, ancien ministre de la Santé sous le gouvernement du général Ramanantsoa en 1972. Cinq ans après la mise en place de ce nouveau régime, des perspectives économiques sombres et une instabilité politique flagrante (six gouvernements se sont succédés depuis 1992) déclenchent une nouvelle transition, et l'on aboutit à la destitution par voie constitutionnelle du président Zafy et la réélection de Didier Ratsiraka fin 1996. Depuis 2002, Marc Ravalomanana est à la tête du pouvoir après plusieurs mois de bataille avec le président sortant. Pour une analyse de la crise malgache, cf. Raison F. & Raison J.-P. (2002).

25. « Raclé par un tracteur » selon l'expression du prince Tsiaraso, bemazava originaire d'Ambanja (nord-ouest). Entretien de février 1996.

26. Entretien avec Me Ducaud, Majunga, juin 1997. Je suis, par ailleurs, redevable à Me Ducaud de m'avoir confié les dossiers contenant la quasi-totalité des documents juridiques. Cela représentait quarante années d'instance (1957 à 1995), qu'il a fallu reconstituer.

27. *Madagascar tribune*, 22 juillet 2004.

28. *L'Express de Madagascar*, 2.08.2004, « Mahajanga agitée par les reliques de la discorde » (Mamy Nohatrarivo).

29. *L'Express de Madagascar*, 3.08.2004, « Pleins feux sur le 2 août » (Steve Maniry).

30. Voir également Hesseling & Le Roy (1990) ; Reyntjens (1990).

31. Le numéro 102-103/2005 du *Journal des anthropologues*, en hommage à Gérard Althabe, permet de mettre en lumière à quel point la démarche de celui-ci a été novatrice et d'un apport fondamental pour la communauté intellectuelle malgache et française lors de la parution du livre *Oppression et libération dans l'imaginaire...* Nous renvoyons, pour le contexte malgache, aux interventions de S. Chazan-Gillig, J.-P. Dozon, J. Lombard, L. Moreau de Bellaing, J. Ramamonjisoa.

32. Voir à ce sujet les travaux de L. Dubourdieu (1987), J. Lombard (1988), S. Chazan-Gillig (1991), S. Ramamonjisoa (1976), J.F. Baré (1980), G. Feely-Karnick (1991), L. Sharp (1996).

33. Hobsbawm E., Ranger T. (1983) et le concept d'*Inventing Traditions*. Cf. l'intervention d'A. Mary in *Collectif* (1996) qui leur a été consacré.

RÉSUMÉS

Dans les sociétés sakalava de l'Ouest malgache, depuis le XVII^e siècle, les restes du corps du roi sont conservés dans un reliquaire et jouent un rôle fondamental dans l'exercice du pouvoir. La protection reconnue aux reliquaires a évolué en légitimation politique du rôle de la dynastie. Si les reliques sont une condition du pouvoir, elles peuvent être objet de convoitise. Source de légitimation, source légitimante, elles ont un rôle déterminant lors de la perte d'indépendance des royautes de l'Ouest. Les conquérants sont d'abord merina, venus des Hautes Terres à partir de 1810, soutenus par l'assistance anglaise, puis française à la fin du XIX^e siècle. Les reliques entretiennent la fiction d'une continuité à l'époque coloniale et jusqu'à nos jours où, symbolisant les anciennes formes de pouvoir, elles restent un enjeu. Nous verrons qu'aujourd'hui la possession des reliquaires reste capitale dans les enjeux locaux, régionaux et nationaux.

Since the 17th century, the remains of the king's body are preserved in a reliquary and play an essential role in the exercise of power in the sakalava societies of western Madagascar. The protective power that the reliquaries are recognised as having has evolved into the political legitimisation of the dynasty's role. The relics are a condition of power, but they can also be coveted and the focus of envy. Source of legitimisation and legitimising source, they have a crucial role in the western kingdoms' loss of independence. The conquerors were first of all merina, who came from the highlands from 1810 onwards (supported by assistance from the British), then French at the end of the 19th century. The relics maintain the fiction of a continuity during the colonial period and up until the present day where, symbolising erstwhile forms of power, they remain a key stake. We will see that the possession of reliquaries remains vital today in local, regional and national issues.

INDEX

Keywords : ancestor cults, colonial power, independence, Madagascar, nationalism

Mots-clés : culte des ancêtres, indépendance, Madagascar, nationalisme, pouvoir colonial

AUTEUR

MARIE-PIERRE BALLARIN

IRD - UR107